

Paris, le 4 décembre 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les Républicains tiennent à exprimer leur extrême préoccupation sur l'état actuel du pays. L'augmentation folle des taxes, le mépris opposé aux Français, la mauvaise gestion gouvernementale de l'ordre public ont conduit notre pays vers le chaos. La responsabilité du président de la République est immense. De cette situation, rien ne peut sortir de bon : les dégradations, l'affaiblissement de notre économie, l'aggravation des fractures de notre pays ! Les Français seraient les premières victimes de la poursuite d'un tel engrenage et les premiers à payer le prix de ce désastre.

On ne peut pas connaître un quatrième samedi noir. Il faut protéger nos forces de l'ordre tout en permettant aux Français qui le souhaitent de s'exprimer pacifiquement sans être pris en otage par les casseurs. L'état d'urgence est la seule mesure qui permettrait d'ici à samedi de prévenir le renouvellement de ces violences. Les Républicains le demandent au président de la République.

Par ailleurs, notre pays a besoin de voix qui s'engagent pour ramener l'apaisement là où le président de la République et le Premier ministre ont jusque-là fait preuve de si peu de compréhension à l'égard de la situation des Français.

Les Républicains refusent de laisser notre pays s'enfoncer dans le chaos. Ils ne pratiqueront pas la politique du pire en jetant de l'huile sur le feu. La période nécessite de chacun le sens de l'Etat et de l'intérêt général. Notre souhait est de renouer le fil du dialogue. Nous sommes prêts à assumer notre responsabilité pour une sortie de crise et ce soir, nous tendons la main mais pour cela, il y a deux préalables que le président de la République ne peut plus continuer à ignorer :

- Tout d'abord, le Gouvernement doit enfin procéder à un changement de cap. Le sujet n'est pas de retarder de six mois les augmentations de taxes, mais d'y renoncer définitivement, comme les Républicains l'ont fait voter au Sénat.

Service de presse

- Par ailleurs, il faut enclencher immédiatement un Grenelle des impôts et des taxes. Nous demandons, en lien avec la réduction de la dépense publique, que trois sujets soient abordés : premièrement, la CSG sur les retraités et l'indexation des pensions de retraite ; deuxièmement, la fiscalité de l'impôt sur le revenu et le calcul du quotient familial ; troisièmement, la différence entre les revenus du travail et ceux de l'assistanat, notamment avec une vraie défiscalisation des heures supplémentaires.

Il est urgent de retrouver le calme et de préserver la paix civile. Il est encore temps. C'est le sens de l'appel des Républicains.

Les Républicains